Avancer ensemble vers un monde où la mobilité est plus intelligente, cela implique de développer des technologies responsables. Michelin innove jour après jour pour diviser par deux d'ici à 2050 la quantité de matières premières utilisées dans la fabrication des pneus, ainsi que leur bruit sur la chaussée et leur résistance au roulement, source de consommation de carburant et d'émissions de CO_2. Parce que, comme vous, Michelin s'engage pour le développement d'une mobilité durable.

MICHELIN
Une meilleure façon d'avancer

l'ena hors les murs

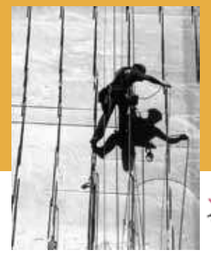
Magazine des Anciens Élèves de L'ENA

www.aaeena.fr

décembre 2013 – Numéro : 437 – Prix : 5,00 € – ISSN 1956-922X

dossier

Regards sur 2013



Escalade dans les carrières de s'Hostal à l'occasion de l'installation "Coser de la tierra" (Ciudadela, Minorque)
Laurence Toussaint
Photographe
06 08 37 70 73
www.laurencetoussaint.fr

«C'est que nous avons, à la vérité, renversé toutes les tyrannies, sauf une seule, la plus dure : la tyrannie des préjugés»

Charles Benoist – 1893

sommaire

Décembre 2013 – Numéro 432 – 5 €

226, boulevard Saint-Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 45 44 49 50 – **Fax :** 01 45 44 02 12
site : http://www.aaeena.fr
Mél : bderome@aaeena.fr

Directeur de la publication : Christine Demesse

Directeur de la rédaction : Karim Émile Bitar

Directeur adjoint de la rédaction : Jean-Christophe Gracia

Conseiller de la rédaction : François Broche

Secrétaire de rédaction : Bénédicte Derome

Comité de rédaction : Isabelle Antoine, Didier Bellier-Ganière, Jean-Marc Châtaigner, Robert Chelle, Jean-François Court, Emmanuel Droz, Bernard Dujardin, Patrick Gautrat, Stephan Geifes, Isabelle Gougenheim, Françoise Klein, Aurélie Lorrain-Itty, Claude Revel, Arnaud Roffignon, Jean-Charles Savignac, Didier Serrat, Maxime Tandonnet, Laurence Toussaint.

Conseil d'administration de l'association des anciens élèves de l'école nationale d'administration :

BUREAU

Président : Christine Demesse

Vice-présidents : Patrick Gautrat, Odile Pierart, Sophie Thibault

Secrétaire général : Arnaud Geslin

Secrétaires généraux adjoints : Béatrice Buguet, Jean-Christophe Gracia

Trésorier : Véronique Bied-Charreton

Trésorier adjoint : Dominique Dalmas

MEMBRES DU CONSEIL

Agnès Arcier, Didier Bellier-Ganière, Jean-Étienne Caire, Jean Daubigny, Michel Derrac, Patrice Diebold, Christian Dubreuil, Simon Fetet, Maurice Ligot, Myriem Mazodier, Olivier Rateau, Constance Rivière, Arnaud Roffignon, Jean-Philippe Saint-Geours, Laurent Stéfanini, Pierre-Antoine Vacheron, Jérôme Veronneau.

Publicité : MAZARINE

Tél. : 01 58 05 49 17 – Fax : 01 58 05 49 03

Directeur : Paul Emmanuel Reiffers

Annonces et publicités : Yvan Guglielmetti

Mise en page, fabrication : Claudine Foucault, Sophie Tesson

Conception maquette et Direction artistique : Bruno Ricci – bruno@bruno-r.com

Compogravure, impression et brochage : Imprimerie Chirat

Dépôt légal : 36914

© 2003 L'ENA Hors les murs

N° de commission paritaire : 0414 G84728/ISSN 1956-922X
Prix : 5,00 €

Si vous désirez vous abonner à **L'ENA Hors les murs,** voir les bulletins d'abonnement **pages 29, 42, 52, 119**

Abonnement normal : 52,00 €

Anciens élèves : 35,00 €

Étranger : 85,00 €

Éditorial
Christine Demesse

dossier
Dossier : Regards sur 2013
Karim Émile Bitar

8 Le « mariage pour tous » : une avancée fondamentale — Christiane Taubira
10 Pour un nouvel état social — Marisol Touraine
12 Une nouvelle page s'est ouverte pour notre agriculture — Stéphane Le Foll
14 Pour redresser la France, redressons la Nation, l'État et la République — Nicolas Dupont-Aignan
16 L'Ena au Salzburg Global Seminar — Nathalie Loiseau
18 Le pape François, révélation de l'année ? — Jean Picq
20 Bilan stratégique de l'année — Pascal Boniface
23 Où va l'Iran ? Où nous mène-t-il ? — François Nicoullaud
25 2013 aux États-Unis : une année riche — Leah Pisar
27 La Russie et la France à la fin de 2013 — Jean de Gliniasty
30 La Russie de 2013 : succès et défis — Philippe Migault
32 Perspectives économiques et défis de l'Amérique latine en 2013 — Philippe Cristelli
35 La Syrie en 2013 : vers une solution politique ? — Souhaïl Belhadj
37 Les chrétiens du monde arabe à l'heure des transitions — Monseigneur Pascal Gollnisch
39 Les Roms, révélateurs de certaines contradictions européennes — Gérard-François Dumont
43 L'année financière 2013 — Paul Jorion
45 La France entre le dragon chinois et l'aigle américain — Jean-Daniel Tordjman
48 Le nouveau Grand Paris, une vision à 30 ans pour l'Île-de-France — Jean Daubigny
50 Énergie et développement durable : enjeux et perspectives — Jeanne Frangié
53 Comment stimuler l'innovation — Michèle Cyna
55 Un cinéma pionnier et défricheur — Julien Neutres et Christophe Witchitz
57 L'autre 11 septembre… Cinéma et mémoires de la dictature au Chili — Riccardo Bocco
60 Sport : une année de transition — Patrick Gautrat
66 25 novembre 1953 : et le football entra dans son deuxième siècle — Patrick Gautrat
67 Regards sur l'année littéraire 2013 — François Broche
73 Cancer, philanthropie, donations : tout savoir pour se donner toutes les chances de vaincre
76 Regards sur la renaissance d'un grand cru classé de bordeaux — Alexandre Lazareff
78 Faut-il ou non ressembler à ses parents ? — Marcel Ruffo

Analyses sectorielles
Entretiens réalisés par Philippe Brousse

81 AFRIQUE > La croissance dopée par l'investissement privé — Donald Karebuka
84 ASSURANCE > Le XXème siècle sera-t-il assurable ? — Pascal Demurger
89 DÉFENSE > Nexter affiche ses ambitions à l'international — Philippe Burtin
91 IMMOBILIER > Faut-il développer l'accession à la propriété — Christian Bénasse
95 INNOVATION > Michelin, à la pointe de la performance et de la responsabilité — Claire Dorland Clauzel
97 MANAGEMENT > L'entrepreneur crée les conditions du possible — Jean-Michel Grunberg, Rudolph Hidalgo
99 NUMÉRIQUE > Le numérique, au service du développement et de l'attractivité des territoires — Karen Le Chenadec
103 PROTECTION SOCIALE > Repenser l'organisation globale de la protection sociale maladie — Alain Arnaud
107 STRATÉGIE > Être toujours plus compétitifs et à l'écoute de nos clients — Stéphane Israël
111 TRANSITION ÉNERGÉTIQUE > Devenir un territoire incontournable du mix énergétique — Fabrice Jeanne
113 TRANSITION ÉNERGÉTIQUE > Disposer d'un mix énergétique varié pour répondre à des usages différents — Bruno Bensasson
117 TRANSITION ÉNERGÉTIQUE > Quelle transition énergétique ? — Christophe de Margerie
121 TRANSPORT > Le modèle de l'AFIFT doit être conforté — Philippe Duron et Jean-Claude Paravy
125 TRANSPORT > Missions élargies pour VNF — Marc Papinutti

enaassociation

128 Procès verbal du conseil d'administration du lundi 16 septembre 2013
132 L'Ena dans la presse
134 Invitation aux 9e « Rendez-vous européens de Strasbourg »
135 Carnets

Temps libre

138 Mélomanie — Arnaud Roffignon et Christophe Jouannard
145 Cinéma : *Inside Llewyn Davis* de Ethan et Joel Coen — Françoise Camet
146 Signets — Robert Chelle

Prochain dossier : Les émergences

L'autre 11 septembre... Cinéma et mémoires de la dictature au Chili

Par **Riccardo Bocco**
IHEID, Genève

À l'occasion de la commémoration du 40e anniversaire de la chute du président Salvador Allende plusieurs publications et manifestations artistiques, discours officiels et colloques universitaires, inaugurations de nouveaux lieux et espaces de mémoire ont ponctué le début du printemps au Chili. Un vrai « festin » pour le visiteur de Santiago et le chercheur que je suis, débarqué dans la capitale chilienne pour développer un projet sur les mémoires de la violence à travers le cinéma[1].

Dans la société chilienne toujours divisée par rapport à son passé, le 11 septembre 1973 rappelle pour certains l'avènement de la « démocratie autoritaire » (comme Pinochet lui-même avait étiqueté son régime), légitimée par la lutte anti-communiste des années 1970. Pour d'autres, cette date a marqué la fin du premier gouvernement marxiste démocratiquement élu d'Amérique latine et le début d'une sombre période à ne pas oublier.

En 2013, le contexte de la commémoration a également été marqué par un climat pré-électoral particulier, car les deux principales candidates à la présidence évoquaient plus que symboliquement tout un pan de l'histoire récente du pays. D'une part, Michelle Bachelet, représentante de la coalition socio-démocrate et briguant un deuxième mandat[2], est la fille d'un général de l'aviation, torturé et tué après le *golpe*. D'autre part, Evelyn Matthei, à la tête de la coalition conservatrice, est fille de l'ancien chef d'état-major des forces de l'air au temps de la junte militaire et soupçonné d'être le mandant de l'assassinat du général Bachelet... Le télescopage entre passé et présent ne pouvait pas être plus dramatique!

Au cours des vingt dernières années, les débats sur le passé, les droits de l'homme et la transition démocratique ont alimenté au Chili plusieurs politiques publiques de la mémoire. Les réalisateurs de films, parmi d'autres artistes et acteurs sociaux, ont acquis une légitimité certaine comme « entrepreneurs de la mémoire ». En effet, en tant qu'enjeu idéologique, l'histoire se construit sur le « champ de bataille » de la mémoire et le cinéma est une arène parmi d'autres de ce champ[3]. Ainsi, à l'occasion du 40e anniversaire, le site web *Cinechile : Enciclopedia del cine chileno* (http://www.cinechile.cl/index.php) financé par le Conseil national de la culture et des arts, a connu un toilettage très important et il offre actuellement une information historique très détaillée sur le cinéma national, dont une section importante relative à la dictature. En septembre et octobre 2013, le Musée de la mémoire et des Droits de l'homme (http://www.museodelamemoria.cl/actividad/ciclo-de-cine-40-anos) a consacré, tout comme la Cinémathèque nationale du Centre culturel *La Moneda* (http://www.ccplm.cl/sitio/2013/ciclo-a-40-anos-del-golpe), une rétrospective du cinéma sur le *golpe* et les années de la *junta*. Dans tous les cas, le « grand écran » au Chili semble bien continuer à jouer ses divers rôles de légitimation, défi ou contestation de l'ordre établi.

Ainsi, 40 ans après le *golpe*, on peut se poser un certain nombre de questions : pour qui est importante la mémoire de la dictature ? De quel type de mémoire (et d'oubli) a-t-on besoin pour pleinement institutionnaliser un système démocratique ? Quelles mémoires du passé sont nécessaires pour construire un nouveau régime, une nouvelle citoyenneté ? Comme l'a souligné E. Jelin, on ne peut prouver une relation de causalité directe entre les niveaux institutionnel, symbolique et individuel, mais il convient davantage essayer de rendre compte de l'ambiguïté et de l'ambivalence des processus de construction de la mémoire, de la multiplicité et de la complexité de leurs articulations,

1 - Il s'agit d'un projet comparatif entre Moyen-Orient (Liban, Palestine) et Amérique Latine (Argentine, Chili) visant à explorer le rôle du cinéma et ses représentations de la violence, dans la reconstruction de l'imaginaire et de la mémoire collective dans des contextes de transition et de post-conflit. Le séjour au Chili et en Argentine à l'automne 2013 a été financé par le Centre on Conflict, Development and Peacebuilding de l'IHEID, Genève.

2 - Première femme élue à la tête d'un État latino-américain, M. Bachelet a été présidente entre 2006 et 2010, avant de céder la place au président conservateur sortant S. Pinera.

3 - Voir P. Maniglier, « Versions du présent: la métaphysique de l'événement », in: P. Maniglier et D. Zabunyan (eds.), *Foucault va au cinéma*. Montrouge, Bayard Éditions, 2011, pp. 56-60.

Regards sur 2013

changements et contradictions[4]. À ce titre, le Chili constitue un champ de recherche très riche, dont nous n'explorerons ici qu'une partie des enjeux à travers quelques pistes de réflexion sur la cinématographie nationale et son actualité, pour le pays mais aussi au-delà de ses frontières.

Les « saisons » du cinéma chilien

Le cinéma chilien sur la dictature et la transition est principalement constitué de films documentaires, les fictions n'étant qu'un petit nombre et davantage récentes[5]. Il est possible d'identifier trois périodes de productions de films, qui font écho à trois générations principales de réalisateurs, dont on peut lire les travaux en les historicisant par rapport aux diverses phases de la transition, et en relation aux types de censure étatique et d'autocensure, voire à la censure exercée indirectement par les producteurs et les distributeurs.

La première période couvre les années de la présidence Allende, le *golpe* et les 17 ans de dictature. Aucun coup d'État en Amérique du sud n'a probablement été autant filmé que celui au Chili, comme le témoignent les documentaires de P. Guzman ou de M. Littin, auteurs de *La Bataille du Chili* (1975) et *de Acta General de Chile* (1986) respectivement[6]. Mais aussi la fiction sur *le golpe Il pleut sur Santiago* (1975) de H. Soto, ou celle de S. Castilla *Prisoneros Desaparecidos* (1979) sur la torture.

Cette période inaugure, dans le sillage cubain, le « Third Cinema » chilien, à savoir un cinéma engagé et militant, qui poursuit un agenda de changement politique à travers la conscientisation citoyenne[7]. P. Guzman a d'ailleurs souvent affirmé que, pour tout pays, le film documentaire est l'album-photo de famille : il montre l'histoire d'une société, il raconte ce qu'elle a été à un moment donné. Un pays sans cinéma est un pays sans miroir pour se regarder, sans possibilité de réfléchir sur lui-même[8].

La deuxième période est celle qui marque officiellement le changement institutionnel à partir du référendum de 1989, mais sans la condamnation du système passé ou le départ du pays des membres de la junte militaire qui a gouverné le pays pendant 17 ans. En effet, et différemment de l'Argentine, la Commission Vérité et Réconciliation, créée à Santiago en 1990 lors de la présidence de P. Aylwin, eut un mandat restreint, son pouvoir de contrainte à l'égard des anciens bourreaux étant presque inexistant. Seuls les cas de disparitions et de mort furent pris en compte, les autres violations des droits de l'homme, la torture notamment, étant exclues de ses travaux[9].

Le lent réveil du cinéma chilien[10] s'étend jusqu'en 1999, lorsque A. Pinochet est arrêté à Londres, date qui inaugure aussi un processus de division interne à la droite conservatrice. Pendant cette deuxième période la production de films sur la dictature est encore timide, mais compte déjà des œuvres importantes comme *La Frontera* de R. Larraín (1991) sur l'exil ; *Chili, la mémoire et l'oubli* (1993) de Th. Kübler qui mets en scène un dialogue entre un ancien bourreau et sa victime qui se retrouvent en exil ; *La Flaja Alejandra* de C. Castillo (1994) sur la torture et la collaboration ; *Amnesia* de G. Justiniano (1995), sur l'armée et la répression ; *Chili, la mémoire obstinée* de P. Guzman (1996), ou encore *Fernando ha vuelto* de S. Caiozzi (1998) sur les disparitions forcées.

Enfin, la troisième période couvre la période de 2000 à aujourd'hui et se traduit dans un véritable essor de fictions et documentaires sur différents thèmes relatifs à la dictature et à ses conséquences sur la société chilienne. Il est question de documentaires qui recueillent les témoignages de femmes torturées (*La Venda* de G. Camiroaga, 2000), qui font état des lieux de détention illégale et des pratiques de torture (*Chacabuco : memoria del silencio* de G. Ancelovici, 2001 ; *Estadio Nacional* de C. Luz Parrot, 2001 ; *The Dark Side of the White Lady* de P. Henríquez, 2007 ; *Circunstancias Speciales* de M. Teleki y H. Salgado, 2007), ou qui mettent en scène la déroute d'anciens tortionnaires et de leurs collaborateurs après la fin de la dictature (*El Vecino* de J.-C. Bustamante, 2000 ; *El Mocito* de M. Saïd et J. De Certeau, 2010 ; et *Carne de Perro* de Fernando Guzzoni, 2012).

La mémoire de l'exil, mais aussi et surtout les enfants des exilés devenus adultes et qui font l'expérience du retour, temporaire ou définitif, sont l'objet de plusieurs documentaires, dont : *En algun lugar del cielo* de A. Carmona (2003), *Busqueda en el silencio* de A. Lubbert (2007), *La quemadura* de R. Ballestreros (2009), *Mi vida con Carlos* de G. Berger (2009), *El eco* de la canciones de A. Rossi (2010).

Deux documentaires présentent de façon explicite les divisions internes à la société chilienne par rapport à son propre passé – *I Love Pinochet* de M. Saïd (2001) et *La Muerte de Pinochet* de I. Osnovikoff et B. Perut (2011) – en interviewant les camps des pro et des anti-Pinochet. Une remarquable fiction, *Fiestapatria* de L. Vera (2007), est une métaphore de la condition morale de la société chilienne fin de siècle à travers une galerie de personnages aux passés et positions idéologiques différents, tous réunis par les fiançailles de deux jeunes. L'assassinat en 1974 de M. Enriquez, chef du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire – le célèbre MIR selon son acronyme en castillan – est l'objet de *Rue Santa Fé* (2007) réalisé par sa compagne C. Castillo, longtemps exilée en France. Avec la fiction *No* (2012) de P. Larrain sur le référendum de 1989 et *El Tio* (2013) de Mateo Iribaren sur Jaime Guzman, controversé idéologue de la dictature, ces trois films représentent des « retours » sur des personnes et des épisodes-clés de la dictature. Dans le récent *Il diario de Agustin* (2012), I. Agüero dénonce la complicité des médias dans le soutien à la dictature, en analysant le rôle du principal quotidien du pays, *El Mercurio*. Toujours actif, M. Littin a réalisé en 2009 *Dawson Isla 10*, une fiction sur les prisonniers politiques des premières heures de la dictature dans le sud du Chili, alors que P. Guzman a poursuivi sa mission de documentaliste à travers *Le cas Pinochet* (2001), qui décrit la chute progressive du Général, mais aussi le travail de mémoire avec le poétique *Nostalgie de la lumière*, sorti en 2011.

Les films de cette troisième période témoignent d'un débat intense sur le passé. Sans sous-estimer les œuvres que nous ne mentionnons pas faute d'espace, il nous semble important de souligner comment les réalisations des vingt dernières années permettent de saisir toutes les nuances et la complexité d'un système autoritaire. Elles sont également en train de contribuer à construire une « communauté mnémonique » qui devrait unir monde urbain et rural, élites et couches populaires. Au-delà leur valeur d'archive audio-visuel, ces films ont une fonction critique dans le présent, ils exposent les diverses « vérités » qui coexistent au sein de la société chilienne et qui sont bâties sur des interprétations différentes du passé.

Cinéma et lexique globalisé de la terreur

La commémoration du 11 septembre au Chili, nous aide certes à réfléchir sur les brutalités d'une dictature, ses abus et violences, ses victimes des disparitions forcées et de la torture, mais pointe également du doigt le système international qui a soutenu ce régime. Il ne s'est pas agi d'un fait isolé, pur produit de « barbarie » locale ; bien au contraire, le *golpe* a été appuyé par des États occidentaux qui se réclament le plus souvent de défenseurs des droits de l'homme. La création d'escadrons de la mort, voire l'utilisation de différentes pratiques de torture sont bien ancrées dans une histoire d'élaboration doctrinaire de la « contre-insurgence », un savoir français exporté en Amérique latine et adopté par les États-Unis dans l'École des Amériques à Panama[11]. Le tristement célèbre « Plan Condor » fut promu pendant la présidence Nixon à l'aide de Henry Kissinger et de la Cia[12]. Ce plan qui, au nom de la lutte anti-communiste, a concerné dans les années 1970 le Chili, l'Uruguay et l'Argentine, fut ensuite adapté sous d'autres labels dans les années 1980 en Amérique centrale pendant le mandat du président R. Reagan.

Plusieurs documentaires chiliens récents ont d'ailleurs contribué à dénoncer la complicité des USA dans l'établissement d'un terrorisme d'État au Chili (*EEUU vs Allende : como la Casa Blanca provocò su muerte* de D. Marin Verdugo, 2008) et la promotion d'une politique néolibérale (*Profetas del Exceso* de D. Marin Verdugo, 2013), dont l'impact sur la société chilienne dépasse largement les enjeux économiques (*La conspiracion de Chicago* du Collectif Subversive Action Film, 2012 ; *La Primavera de Chile* de C. Del Campo Cárcamo, 2012).

Mais l'intérêt pour les films chiliens sur la dictature nous semble aujourd'hui dépasser le cadre géographique régional et la période historique de leur inscription. En effet, après le chant du cygne de l'Union soviétique de Gorbatchev et la fin de la Guerre froide, le « péril rouge » a été remplacé par le nouveau « péril vert », celui représenté par la menace terroriste des fondamentalistes musulmans et symbolisé par l'attaque contre les tours du *World Trade Center* à New York, lors d'un deuxième 11 septembre, celui de 2001. La « Guerre contre la terreur » lancée par l'administration Bush a ainsi marqué un retour, dans un nouveau contexte, du terrorisme d'État. Et, dans ce cas aussi, le cinéma a, d'une part, accompagné le processus car les marines américains ont eu droit à la projection de la *Bataille d'Alger* – le film de G. Pontecorvo, sorti en 1966 – avant de partir en mission en Afghanistan ou en Irak. D'autre part, plusieurs documentaires récents sur le Moyen-Orient, ont dénoncé les nouvelles formes de globalisation de la terreur qui permettent de déceler les liens, les circulations du savoir sur la répression et la torture, les continuités et les innovations depuis les années 1970 dans le Cône sud de l'Amérique latine.

L'Irak a été le théâtre de nouvelles expériences pour les adeptes des théories de la « contre-insurgence ». Un documentaire poignant – *James Steele: America's mystery man in Iraq*, coproduit par la BBC et The Guardian en 2013 – retrace le travail d'un ancien conseiller militaire et promoteur des escadrons de la mort au Salvador. À partir de 2004, J. Steele, décoré par l'administration américaine, a mis sur pieds les nouveaux escadrons de la mort chiites en Irak[13]. Trois autres documentaires récents montrent bien l'existence d'un « système » qui se reproduit et évolue, malgré les dénégations de ses promoteurs. Alors que *Taxi to the Dark Side* (2007) de A. Gibney, examine les pratiques de torture et interrogation de la Cia en Afghanistan, Iraq et Guantanamo Bay, *Standard Operating Procedure* (2008) de Errol Morris mets en scène les « procédures » à Abu Ghraib et révèle les tortures infligés aux prisonniers irakiens par les soldats américains, abus qui ne sauraient être simplement imputés à un dysfonctionnement dans la chaîne de commandement ou à la perversion de quelques individus. Dans le même sens, *Ghosts* (2009) réalisé par M. Samere raconte les conditions de détention et les tortures subies par trois Canadiens de confession musulmane pendant trois ans en Syrie et en Egypte.

Enfin, différemment des archives écrits, les archives audio-visuels créés par le cinéma ne prennent pas appui sur des notions abstraites (p.ex. les victimes), mais sur des groupes sociaux spécifiques et sur leurs histoires, en les rendant « concrets ». En canalisant la perspective des spectateurs et en problématisant le présent, le cinéma chilien comme celui récent sur la « Guerre contre la terreur » au Moyen-Orient, incitent le public à s'interroger sur sa relation aux images à l'écran, à questionner sa propre identité et position par rapport au passé, proche ou lointain. Une analyse comparative et plus poussée des films dont il a été question dans ce bref article devrait aussi permettre aux chercheurs en sciences sociales de développer un nouveau lexique globalisé de la terreur. ■

4 - Cf. M. Badarò, « Repensando la relacion entre memoria y democracia : entrevista a la sociologa argentina Elizabeth Jelin », in : *Stockholm Review of Latin American Studies*, n°7, 2011, pp.99-108. Voir aussi : E. Jelin, *State Repression and the Labors of Memory*, University of Minnesota Press, 2003. On pourrait dire que les politiques de la mémoire chilienne ont de quoi faire pâlir un pays comme le Portugal, qui ne connaît toujours pas de musée de la mémoire relatif à la dictature de Salazar, mais en partie aussi l'Espagne qui a mis au pas un de ses plus célèbres magistrats, le juge B. Garzon, accusé de briser le pacte de silence sur le passé franquiste de son pays, un pacte qui prévaut depuis le retour à la démocratie en 1975. Serait-elle la durée d'une dictature qui rends difficile le travail de mémoire ? Après 48 et 35 ans de régime autoritaire au Portugal et en Espagne respectivement, qui n'a pas accepté des compromis, directes ou indirects, avec la dictature ? Oublier n'est pas nécessairement un choix irresponsable, car dans le court terme, celui des premières années ou décennies de la transition, il est difficile de parler du passé sans en réveiller les démons, il est ardu de juger les pères et les grands-pères… Mais dans le moyen terme, le choix de traiter le passé sous différentes formes (justice pénale et/ou transitionnelle, création de lieux de mémoire, réécriture des livres d'histoire…) semble s'imposer avec une autre urgence. Pour les partisans de cette approche il n'est pas simplement question de 'rendre justice' aux victimes d'une dictature, c'est surtout s'assurer que le passé ne reviendra plus, c'est reconstruire l'identité nationale en intégrant les périodes sombres pour mieux s'en protéger dans le futur.

5 - Cf. J. Muesca, *El documental chileno*. Santiago, LOM Ed., 2005 ; et J. Muesca et C. Orellana, *Breve historia del cine chileno*. Santiago, LOM Ed., 2010.

6 - On ne saurait oublier la contribution de réalisateurs étrangers, contemporains de Guzman et Littin, qui dans les années 1970 ont produit des œuvres de documentation très importantes et complémentaires à celles des auteurs chiliens. Nous pensons notamment aux cinq documentaires de l'espagnol J.-M. Berzosa (*Chili : impressions*) produits par la télévision française en 1976-77 et qui comptent entre autres de longues interviews des membres de la junta militaire filmés dans leur intimité familiale. Le documentaire *Yo hé sido, yo soy, yo seré* (1974) sur le camp de concentration de Chacabuco dans le désert d'Atacama, des réalisateurs est-allemands W. Heynowski et G. Scheumann, également auteurs de Los muertos no callan (1978), interview filmé des épouses de J. Tohà et O. Letelier, membres du dernier gouvernement de l'Unité populaire de Allende, tués par la junta en 1974 et 1976 respectivement. Ou encore *Chili : ordre, travail, obéissance* de A. Gazut et C. Smadja, produit en 1977 par la Télévision suisse romande, ainsi que *La espiral* (1975) du franco-belge A. Mattelart et *Chile : hasta cuando ?* (1986) de l'anglais D. Bradbury. Enfin, le film *Missing* (1982) de Costa-Gavras a contribué à faire connaître au grand public le drame des disparitions forcées.

7 - M. Wayne, *Political Film. The Dialectics of Third Cinema*. London, Pluto Press, 2001.

8 -J. Ruffinelli, *El cine de Patricio Guzmán*. Santiago, Ediciones Uqbar, 2008.

9 - Après avoir rendu un premier rapport en 1991 avec une liste d'environ 3 000 victimes, la commission continua ses travaux jusqu'en 1996, lorsque le Sénat jugea trop « tendencieux » le travail de la commission.

10 - A. Cavallo, P. Douzet, C. Rodríguez, *Huérfanos y perdidos: el cine chileno de la transición* 1990-1999, Santiago, Grijalbo,1999.

11 - Cette école militaire a formé plusieurs soldats, dont le Salvadorien Roberto D'Aubuisson, les Panaméens Manuel Noriega et Omar Torrijos, le Bolivien Hugo Banzer, le Péruvien Vladimiro Montesinos, les généraux argentins Roberto Marcelo Levingston, Leopoldo Galtieri, l'amiral Emilio E. Masera ou encore des officiers de A. Pinochet. Des méthodes de torture y auraient été enseignées notamment par des militaires français, anciens vétérans d'Algérie, comme P. Aussaresses et R. Trinquier. Voir le documentaire de M.-M. Robin, *Les escadrons de la mort : l'école française*, 2003.

12 - Au mois de juin 1973, l'Uruguay avait connu l'avènement d'une dictature militaire qui s'installera à la tête du pays jusqu'en 1985. En 1973 toujours, l'Argentine avait déjà fait l'expérience d'une longue période d'alternance de militaires au pouvoir depuis les années 1930, mais elle allait connaître sept années de terreur après le golpe du Général Videla en 1976. Voir le documentaire Condor : les axes du mal du réalisateur argentin Rodrigo Vazquez, 2003.

13 - Sur l'option El Salvador pour l'Irak et la Syrie, on peut voir : http://www.globalresearch.ca/the-pentagon-s-salvador-option-the-deployment-of-death-squads-in-iraq-and-syria/26043